

L'énergie

qu'il s'engageait personnellement à faire en sorte que le prix du gallon d'essence n'augmente pas de plus de 14c. à cause des taxes, pour répéter ses paroles.

Qu'est-il réellement arrivé au prix de l'essence depuis? Je vais vous dire, monsieur l'Orateur, que le gouvernement a roulé les Canadiens encore une fois comme il l'avait fait pour la réglementation des prix et des salaires. Il a littéralement abusé de leur confiance en se présentant comme le sauveur envoyé pour gouverner le pays, réduire le prix de l'essence, maintenir les prix de l'énergie à des niveaux à la portée des gens, créer des emplois, contenir la croissance de la bureaucratie et obliger le gouvernement à vivre selon les moyens à sa disposition, c'est-à-dire en fonction de ses recettes.

● (2010)

Qu'est-ce qui n'a pas marché? Le secrétaire parlementaire du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a refusé aujourd'hui d'admettre à la Chambre que les ministériels étaient impuissants à instaurer un régime fiscal capable d'assouvir leur soif insatiable de dollars. Quel gouvernement au monde peut continuer à promettre au peuple qu'il contiendra les dépenses, qu'il réduira les frais du gouvernement, pour continuer ensuite à l'induire en erreur, à le tromper et à dépenser à chaque jour 25 p. 100 de plus que ne lui permettent ses recettes annuelles?

De quelle façon le gouvernement a-t-il contenu la hausse du prix de l'énergie que doivent payer les consommateurs du Canada? Il n'a rien fait à cet égard, et il en est incapable, et il refuse de l'admettre. Par exemple, le gouvernement met en œuvre une politique énergétique qui vise un but ultérieur, c'est-à-dire amener le secteur public à accaparer les richesses du pays pour créer un État socialiste dirigé par un gouvernement central fort et unitaire. Cela transformera le pays en une république dirigée par le parti démocratique libéral qui n'a plus qu'un objectif ultérieur à l'esprit. Quelle que soit la façon d'y parvenir, il veut mettre le régime de la libre entreprise sous sa coupe et réduire les entreprises indépendantes à la faillite.

Il y a quelques mois, lorsqu'il était dans l'opposition, le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Gray) a dit que s'il était ministre quand les taux d'intérêts parviendraient au niveau qu'ils ont atteint sous le gouvernement conservateur, il démissionnerait. Où est le ministre aujourd'hui? Il n'a pas démissionné et il n'a pas maintenu les taux d'intérêt aux niveaux auxquels ils étaient lorsque nous étions au pouvoir, soit 10, 10½ ou 11 p. 100. De combien sont les taux d'intérêt aujourd'hui? Quels effets ont-ils sur les sociétés liées à l'industrie énergétique au Canada?

Je voudrais vous citer une lettre datée du 14 mai dernier que j'ai reçue de la société Canadian Energy Systems. Elle m'était adressée et ses auteurs disent ceci:

Étant donné que vous nous représentes à la Chambre, auriez-vous l'amabilité de demander au ministre des Finances de l'opposition s'il doit renouveler son hypothèque dans un avenir rapproché?

L'auteur de la lettre parlait du gouvernement de l'époque. Il voulait que je demande à l'actuel ministre des Finances (M. MacEachen) si sa maison était grevée d'une hypothèque à renouveler très bientôt.

Ce monsieur de Canadian Energy Systems précisait:

Malheureusement, je vais devoir renouveler mon hypothèque en octobre prochain. Actuellement, elle me coûte 12 p. 100 d'intérêt. Il semble que je devrai alors faire face à une hausse du taux de 6 p. 100 ou plus!

Et il poursuivait:

Je suis convaincu que le «col bleu» moyen demandera une hausse salariale plus élevée que jamais pour contrebalancer les taux d'intérêt.

Et en tant que petit entrepreneur, propriétaire de Canadian Energy Systems à Peterborough, il déclarait:

... Pour pouvoir payer ces taux d'intérêt exorbitants, je suis obligé de hausser le prix des produits que je vends. Le ministre ne considère-t-il pas cela comme inflationniste?

Quelles sont les priorités du gouvernement quand les personnes à revenus modérés et fixes perdent leur entreprise, leur maison ou leur ferme? Le ministre de l'Agriculture (M. Whelan) a fait état de sa sympathie envers les agriculteurs. Mais que fait-il pour eux? Que fait donc le ministre des Finances pour abaisser les taux d'intérêt. Que fait le ministre responsable du logement pour exercer des pressions en faveur des gens qui sont en train de perdre leur maison et pour faire redescendre leurs taux d'intérêt hypothécaires? Que fait donc le ministre des Finances pour les agriculteurs qui perdent leur ferme à un rythme sans précédent dans l'histoire de notre pays. Que dit le gouvernement dans toute cette affaire? Il dit que si une petite entreprise est constituée en société, le gouvernement lui accorde un certain dégrèvement par le biais des obligations d'État qui peuvent être prêtées à un taux inférieur. Mais que fait donc le gouvernement pour les chefs de petites entreprises non constituées en société? Ce privilège leur est-il accordé également? Est-il étendu aux agriculteurs indépendants qui sont le sel de la terre? Ces gens ont été les premiers à coloniser notre pays et ils nous nourrissent ainsi qu'une bonne partie de l'humanité. Que fait le gouvernement pour venir en aide aux propriétaires de petites exploitations agricoles? Offre-t-il une obligation pour permettre aux agriculteurs qui font face à des coûts énergétiques élevés d'emprunter à un faible taux d'intérêt? Le gouvernement ne se soucie guère des agriculteurs. Lorsqu'il s'agit d'une grande exploitation agricole que des investisseurs allemands ou d'autres pays veulent acheter et constituer en corporation, le gouvernement les aidera. Toutefois, que fait-il en faveur des agriculteurs indépendants qui perdent leur exploitation à un rythme sans précédent? Le gouvernement ne s'en soucie pas.

Que disaient les députés ministériels durant la dernière campagne électorale au sujet du coût croissant de l'énergie sous le gouvernement de M. Clark? Que devaient-ils faire s'ils étaient élus? Ils affirmaient qu'on ne pouvait pas permettre aux prix de monter au niveau mondial et que le pétrole et le gaz seraient trop chers pour l'industrie canadienne. Que disent-ils actuellement de la situation dont nous devons tenir compte? Sont-ils disposés à abaisser le prix de l'essence alors que le prix fléchit sur le marché mondial? Ils ne se soucient guère des chauffeurs de taxi, des camionneurs, des agriculteurs et des petits patrons. Le prix de l'essence n'a pas baissé. Pourtant, en fin de semaine, en Grande-Bretagne, le porte-parole d'une importante société pétrolière exploitant un gisement dans la mer du Nord déclarait: